



COMPTE RENDU

REUNION DU COMITE PERMANENT INTER AGENCES (CoPIA/IASC)

22 Octobre 2009

Maison Commune des Nations Unies – Conakry

La quatrième réunion ad hoc du Comité Permanent Inter Agences (CoPIA) depuis les événements sanglants du 28 septembre s'est tenue le 22 octobre 2009 sous la présidence de Michel Balima Coordonnateur Humanitaire a.i.

Etaient présents :

- Agences ou Bureau du SNU : UNDSS, UNHCR, ONUSIDA, PAM, UNFPA, FAO, OIM, UNICEF, OMS, OCHA.
- ONG et autres organisations internationales: Plan International Guinée, PSI, HKI, Childfund, Concern Universal, Wafrika Guinée, ACF-Espagne, MSF B, Croix Rouge Danoise, Croix Rouge Guinée, SFCG, OGDH, SOLTHIS,
- Bailleurs: Ambassade du Japon, Coopération Espagnole, UE

1 - SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE

Le Coordonnateur Humanitaire a fait le point sur la mission de Mr Haile Menkerios, Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies pour les Affaires Politiques (18 et 19 Octobre 2009) a Conakry en prélude à la mise en place d'une Commission internationale d'enquête sur les événements sanglants du 28 septembre 2009. Au cours des différents entretiens, qu'il a eu avec les autorités au haut niveau, les représentants des forces vives et les ambassadeurs du G8 et les chefs d'agences des Nations Unies, Mr Menkerios a indiqué la ferme volonté du Secrétaire Général des Nations Unies d'appuyer les efforts du médiateur de la CEDEAO, Blaise COMPAORE, en vue de la reprise du dialogue et de l'aboutissement à un accord de paix. L'émissaire onusien avait aussi souligné que « *la commission internationale d'enquête est un mécanisme indépendant qui travaillera en toute transparence. Elle n'a rien de commun avec le Tribunal Pénal International. Elle est également différente de la commission nationale d'enquête dont fait état le Gouvernement et ne devrait en aucun cas dépendre d'elle dans son travail.*

UNDSS Sitrep du 22 octobre 2009

Au plan politique

Le vendredi 16 octobre le ministre guinéen des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France. Il a fait part au diplomate français des protestations du gouvernement guinéen. En effet, le gouvernement guinéen trouve les propos sur la situation en Guinée de l'Etat français loin de la réalité. Il estime que la Guinée est victime d'un battage médiatique de la France ayant pour but de déstabiliser le pays.

Samedi 17 octobre, la CEDEAO a sanctionné la Guinée. Les chefs de l'Etat, réunis au Abuja, ont décrété un embargo sur les armes et les munitions à destination de la Guinée.

Samedi 17 octobre 2009, 3 journalistes de France 24 arrivés sur le vol d'Air Mali ont été renvoyés par le même vol. Les autorités ont donné comme raison qu'ils n'avaient pas d'ordre de mission. La question que l'on se pose est-ce que c'est le début de la fermeture du pays à la presse internationale ?

Dimanche 18 octobre. Le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis Camara, n'a pas répondu à l'ultimatum de l'Union Africaine (UA). Sommé de se prononcer par écrit que ni lui-même, ni les membres du CNDD et du gouvernement ne se présenteront à la prochaine élection présidentielle, le chef de la junte a adressé à l'UA un courrier dans lequel il demande que la question de sa candidature soit intégrée dans le processus de médiation de sortie de crise confié à Blaise Compaoré. Il s'en remet donc à la médiation de Blaise Compaoré. Cependant, des tractations seraient en cours au siège de l'UA pour les sanctions à prendre à l'encontre de la Guinée. Selon la presse, des numéros de passeport des membres de la junte seraient identifiés.

Dimanche 18 octobre, le Sous-secrétaire adjoint chargé des affaires politiques a été reçu par le chef de la junte le capitaine Moussa Dadis Camara. Ce dernier promis au fonctionnaire onusien de faire la lumière sur les événements tragiques du 28 septembre. M. Haïlé Menkerios a salué la création d'une commission nationale d'enquête qui travaillera en toute indépendance ; mais celle-ci se trouve déjà décriée par les partis politiques, les organisations de défenses de droits de l'Homme et la société civile. Mais selon ce diplomate, il a soutenu que la commission d'enquête internationale sera constituée et qu'elle aboutira à ses propres conclusions.

Lundi 19 octobre, le Président de l'Union Africaine, le Col Mouammar Kadhafi, suite à l'annonce d'un embargo sur les armes contre la Guinée, imposé par la CEDEAO, est monté au créneau pour déclarer que "La présidence de l'Union Africaine appelle toutes les parties au respect de l'indépendance de la Guinée, à la non ingérence dans ses affaires internes et à ce que toutes ces interventions étrangères cessent immédiatement" Ajoutant que « toute ingérence de la part de l'ONU à ce propos constitue une déviation grave des devoirs de cette organisation ».

Mercredi 21 octobre 2009, les pays de l'Union européenne se sont mis d'accord pour imposer des sanctions ciblées à l'encontre des membres de la junte au pouvoir en Guinée, dont un gel des avoirs, et un embargo sur les armes. Les ambassadeurs des 27 pays de l'UE réunis à Bruxelles ont donné leur accord de principe à "*des mesures ciblant les membres du CNDD (Conseil national pour la démocratie et le développement, la junte au pouvoir) et les individus associés, responsables de la répression violente ou de l'impasse politique dans le pays*", selon la même source.

Les représentants des pays européens ont également accepté le principe d'un embargo sur les armes contre la Guinée, à l'instar de celui décrété samedi par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Les sanctions ciblées devraient porter sur un gel d'avoirs financiers et des restrictions de visas en Europe.

Cette décision fait suite à la violente répression d'une manifestation fin septembre à Conakry. Elle doit encore être avalisée la semaine prochaine par les ministres des Affaires étrangères de l'UE qui se réuniront à Luxembourg.

Au plan économique

Rien n'a signalé

Sur le plan sécuritaire

La situation demeure sécuritaire demeure préoccupante. On nous signale plusieurs cambriolages et meurtres, coupures de routes, etc, mais nous sommes dans l'impossibilité d'en vérifier l'exactitude. Même les médias mentionnent que la recrudescence du grand banditisme dépasse l'entendement depuis les événements du 28 septembre, mais sans plus donner de détails. Au cours du journal télévisé de lundi dernier (19 octobre) sur la chaîne nationale guinéenne, on nous montré des jeunes gens qui avaient été arrêtés pour vol, mais aucun détails n'a été donné et de plus, nous ne voyons jamais personne en uniforme se faire arrêté et présenté à la télévision.

Concernant la sécurité du personnel et des biens du système des Nations Unies on nous a signalé les incidents suivants ;

Entre le 9 et le 12 octobre, 2.042 tons d'huile a frire, 2.050 tons de pois, 50 machettes et différents outils ont été volés dans un entrepôt du PAM a Kankan. Une enquête est présentement en cours.

Le 14 octobre, on nous a signalé un vol d'un montant de 250,000fg qui se trouvait dans un sac a dos dans un des bureaux du PNUD de la Maison Commune. Apres enquête, le coupable a pu

être identifié et au cours de cette même enquête, nous avons pu solutionner 6 autres vols commis par le même individu au cours de l'année 2008 et 2009.

Autre information sécuritaire

Dimanche le 18 octobre 2009, au cours de la nuit, le Directeur National Adjoint du fonds Emploi jeunes du ministère de la jeunesse, des sports et de l'emploi jeunes, a été assassiné par des inconnus à son domicile au quartier Lansanaya, Commune de Matoto. (Il est à noter que ce dernier était très proche du CNDD).

Au cours de la nuit du 18 octobre 2009, un voleur a été tué par balles dans le quartier de Ratoma (Autres détails inconnus).

Un militaire qui revenait de service a été abattu dans la nuit du 21 octobre 2009, à Coyah. Il venait de quitter Sanoyah, lorsqu'il est tombé dans un faux barrage tenu par des bandits.

Date inconnue, un jeune homme a trouvé un sac contenant des amulettes et une grenade défensive dans un fossé sur la transversale no.2 près de l'aéroport de Conakry. La grenade a été récupérée par les services du Cdt Moussa Tiegboro Camara.

2 - SITUATION HUMANITAIRE

Santé

Nutrition

Protection

- *violence sexuelle*
- *Personnes détenues et disparues*

3 – DIVERS

OCHA a présenté M.Yvon Edoumou du Bureau Régional OCHA de Dakar devant assurer l'interim du chef de Bureau qui va en congé et Mme Aminata Koné, Humanitarian Affairs Officer venu appuyer le bureau

LA PROCHAINE REUNION COPIA AURA LIEU dans 2 semaine, une invitation sera envoyée à cet effet par OCHA

